

01.3459

**Interpellation Kunz Josef.  
Praktiker  
an die Tertiärstufe**

**Interpellation Kunz Josef.  
Enseignement supérieur. Engagement  
de personnes issues de la pratique**

Einreichungsdatum 19.09.01

Date de dépôt 19.09.01

Nationalrat/Conseil national 18.03.02

**Kunz Josef (V, LU):** Ich danke Ihnen, Frau Bundesrätin, für die Antwort auf die Interpellation «Praktiker an die Tertiärstufe». In Ihrer Antwort kommt zum Ausdruck, dass die gesetzlichen Grundlagen zwar bestehen, welche diesem Anliegen Rechnung tragen könnten, in der Praxis aber nur zaghafte umgesetzt werden. Der Bundesrat weist darauf hin, dass an den Fachhochschulen die Trägerschaften für die Anstellungsbedingungen zuständig sind. Leider muss aber festgestellt werden, dass die Lehrkräfte mit stark praxisorientierter Bildung bei der Auswahl für eine Anstellung nach wie vor benachteiligt werden. Der Bundesrat begrüsst in seiner Antwort auf Ziffer 1, dass Praktiker die Möglichkeit haben, einzelne Semesterstunden tertiär zu unterrichten. Wir erachten dies als sehr sinnvoll und wichtig. Die Hochschulen Luzern und Lausanne haben die Rahmenbedingungen geschaffen, um praxisorientierte Persönlichkeiten für zeitweilige Unterrichtstätigkeiten zu beauftragen.

Frau Bundesrätin, woran liegt es bei den übrigen Universitäten, dass diesem Anliegen scheinbar wenig Beachtung geschenkt wird? Welche Möglichkeiten hat der Bundesrat, auf die Verantwortlichen Einfluss zu nehmen, damit dieses berechtigte Anliegen an den übrigen Universitäten umgesetzt wird? Der Wunsch nach mehr Praktikern darf nicht bloss ein Lippenbekenntnis bleiben.

**Dreifuss Ruth, conseillère fédérale:** J'ai cru comprendre que vous étiez largement satisfait de notre réponse à votre première question.

En ce qui concerne la deuxième question, nous n'avons pas donné d'informations sur les universités cantonales parce qu'elles ne sont pas dans notre domaine de compétence. Je ne pourrais pas confirmer ce que vous avez dit, à savoir que dans les universités, cela n'est pas pratiqué. Je partage peut-être un peu votre crainte que cela ne soit pas le cas. Il m'est arrivé souvent de déplorer, pas plus tard qu'il y a quinze jours, auprès d'une délégation des recteurs, que les portes de l'université ressemblent plus à des portes de fuite en cas d'incendie plutôt qu'à des portes tournantes. Et je préférerais que quelqu'un qui a quitté l'université pour entrer dans la vie professionnelle ait la possibilité d'y revenir.

Nous sommes une société malheureusement trop cloisonnée et je partage le sentiment que l'on aurait avantage à créer une société plus ouverte au changement que cela n'est le cas actuellement dans notre pays. En particulier, les universités peuvent gagner de l'expérience de praticiens. Mais il ne nous appartient ni de répondre à la place des universités ni d'imaginer que nous aurions à intervenir dans leur politique de sélection. C'est dans ce sens-là que nous n'avons pas empiété sur un domaine qui est de leur compétence, et que nous n'avons pas non plus l'intention d'intervenir.

Je comprends bien que notre réponse ne vous satisfasse pas, mais elle est dans le strict respect du fédéralisme.

*Erklärung Urheberin/Urheber: teilweise befriedigt*

*Déclaration auteur/auteurs: partiellement satisfait*

01.3550

**Motion Schmied Walter.  
Bäuerliches bzw. handwerkliches  
Praktikum für Studierende  
an universitären Hochschulen**

**Motion Schmied Walter.  
Stages pratiques  
agricoles ou artisanaux  
pour les étudiants universitaires**

Einreichungsdatum 04.10.01

Date de dépôt 04.10.01

Nationalrat/Conseil national 18.03.02

**Schmied Walter (V, BE):** Au sein de la société, on constate que deux mondes vivent côte à côte ou, plus précisément, il y a le monde des universitaires et, traditionnellement, le monde de la formation professionnelle ou, plus précisément, la filière de l'apprentissage. Force est de constater que, de plus en plus, ces deux mondes se regardent en chiens de faïence, ce qui est profondément regrettable.

Le but de ma motion est clair: il s'agit de favoriser et d'améliorer la bonne entente entre ces deux couches sociales de notre civilisation en favorisant les stages pratiques des universitaires, sachant que ces stages pratiques apportent beaucoup d'enseignements. C'est en quelque sorte une école de la vie ou une université de la conception de la vie et un enrichissement, qui accompagnent l'universitaire durant toute sa vie.

Dans sa prise de position, le Conseil fédéral reconnaît d'ailleurs le bien-fondé de ma requête et je me plais à relever ce passage: «Le Conseil fédéral pense lui aussi que les stages permettent aux étudiants et aux écoliers d'acquérir des connaissances et de faire des expériences qui leur seront précieuses. Il salue les initiatives des organisations privées et des établissements d'enseignement qui encouragent et soutiennent des stages de leur propre initiative.» Je considère donc qu'il n'y a absolument aucune divergence de vues entre le Conseil fédéral et moi.

Et pourtant, le Conseil fédéral préconise le rejet de ma motion. Pour ce faire, il avance deux arguments.

D'abord, le Conseil fédéral relève qu'il n'est pas en mesure de mettre en oeuvre cette demande, car la loi sur l'aide aux universités ne prévoit pas une telle marge de manoeuvre. Il constate que les bases légales font défaut. Mais, Madame la Conseillère fédérale, c'est précisément ce que j'ai aussi constaté par moi-même. Je demande par conséquent que l'on réorganise le financement des universités, sous-entendu que l'on révisé les bases légales afin de favoriser les universités qui reconnaissent les stages pratiques comme faisant partie intégrante de leur programme de formation. Sachant que vous partagez ma conviction sur le fond, Madame la Conseillère fédérale, j'accepte la transmission de ma motion comme postulat pour vous faciliter la recherche d'une solution de compromis.

Le deuxième argument sur lequel se base le Conseil fédéral pour préconiser le rejet de ma motion est celle de la durée des études universitaires qui, apparemment, est trop importante en Suisse. Que mon intention soit bien comprise: dans le développement de ma motion, j'évoque à titre d'exemple un stage pratique de trois mois. Il est évident que de tels stages peuvent s'échelonner sur plusieurs années de formation et qu'ils peuvent être effectués durant la période estivale, soit lors des vacances. Il est donc hors de question pour moi de vouloir prolonger la durée de formation des universitaires, et là aussi, Madame la Conseillère fédérale, je ne vois pas de contradiction avec vos propres convictions.

En conclusion, je constate qu'il ne reste plus aucune divergence entre vous et moi. J'ose espérer que vous accepterez la transmission sous forme de postulat, du fait que je viens d'accepter de transformer ma motion dans l'intérêt du compromis bien helvétique.

**Dreifuss** Ruth, conseillère fédérale: Monsieur Schmied, vous avez peut-être remarqué que je prends les postulats très au sérieux. Lorsqu'ils sont transmis, j'engage l'administration à faire des travaux qui peuvent être impressionnants pour étudier les questions qui sont posées.

Dans le cas de votre motion, la compétence cantonale est donnée. Je répète que je connais très bien et que je veux respecter les limites de l'intervention fédérale dans ce domaine. Je considère qu'un effet de prolongation des études aura lieu de toute façon parce que, d'abord, les étudiants ont aussi besoin de vacances et qu'ensuite, ils utilisent en général leurs vacances pour préparer des examens. Pour toutes ces raisons, je n'ai pas envie de pousser l'administration à consacrer des forces, du temps de travail, éventuellement à donner un mandat à l'extérieur pour étudier une telle proposition.

C'est la raison pour laquelle je m'en tiens à la prise de position du Conseil fédéral.

Mais je reconnais, et je l'ai dit – je crois que vous avez proposé une intervention parlementaire à ce sujet; nous avons déjà eu un débat de ce genre par le passé –, qu'il est extrêmement bon que durant le collège, les études, entre le collège et les études ou après les études, les jeunes Suisses aient l'occasion de sortir de la voie qui leur a été tracée ou qu'ils ont choisie. De tels stages peuvent être utiles.

Je me félicite même que le service militaire permette à des jeunes qui ont suivi différentes formations professionnelles de se retrouver et d'échanger des expériences. Je me réjouis aussi que, par le biais du service civil, des jeunes puissent être actifs dans des domaines qui ne seront pas du tout leurs domaines d'activité. En d'autres termes, je fais confiance dans ce domaine aux échanges institutionnels et à la vitalité de la vie associative de notre pays. Ceux-ci permettent d'offrir des occasions de mises en relation de jeunes de différentes couches sociales.

Je ne pense pas que l'administration doive consacrer beaucoup d'efforts à suivre cette piste et à examiner un problème et des solutions qui ne sont pas de la compétence de la Confédération.

*Abstimmung – Vote*

Für Überweisung des Postulates .... 50 Stimmen

Dagegen .... 116 Stimmen

01.3549

## **Motion Gutzwiller Felix. Schuleintritt im 6. Altersjahr**

## **Motion Gutzwiller Felix. Faire débiter la scolarité à 6 ans**

Einreichungsdatum 04.10.01

Date de dépôt 04.10.01

Nationalrat/Conseil national 18.03.02

**Gutzwiller** Felix (R, ZH): Ich darf noch einmal kurz an den Hintergrund dieser Motion erinnern, in der es ja darum geht, die Kantone endlich – endlich sage ich, denn mein Hauptanliegen ist ein zeitliches – dazu zu bringen, hier etwas mehr Druck aufzusetzen und dafür zu sorgen, dass die Kinder bis spätestens im sechsten Altersjahr eingeschult sind.

Der Hintergrund ist Ihnen bekannt. Wir sind auf dem Weg zu einer Wissensgesellschaft. International wird in verschiedensten Studien anerkannt, dass die Schweiz heute im entsprechenden Vergleich einen späten Schuleintritt hat, dass wir überdurchschnittlich lange mittlere Studiendauern aufweisen, dass wir im europäischen Vergleich auch späte Studienabschlüsse haben. Das alles beginnt natürlich mit dem

Einschulungsalter zu laufen. Das unterschiedlich späte Einschulungsalter in den Kantonen ist auch hinderlich für die Mobilität zwischen den Kantonen. Es ist zudem medizinisch unbestritten, dass sich die Kinder heute rascher entwickeln und früher für den Schuleintritt reif sind. Schliesslich könnte man auch auf die integrationspolitischen Vorteile eines früheren Schuleintrittes verweisen, wie sie in letzter Zeit thematisiert worden sind.

Ich habe mich gefreut, von Frau Bundesrätin Dreifuss in einem Interview mit dem «Tages-Anzeiger» im September letzten Jahres zu lesen, dass sie sich klar für ein Schuleintrittsalter von fünf Jahren ausgesprochen hat. Es hat mich deshalb auch gefreut, dass der Bundesrat dieses Anliegen im Prinzip teilt, wenn ich seine Antwort richtig interpretiere, und ebenfalls der Meinung ist, dass die Einschulung früher stattfinden sollte, als sie es heute tut. Der Bundesrat ist hingegen offensichtlich der Meinung – und ich verstehe meinerseits diese Meinung –, dass das natürlich unter den Aspekten der Zuständigkeit klar primär eine kantonale Domäne ist. Es ist auch so, und Informationen vonseiten der EDK – der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren – bestätigen mir, dass die Erziehungsdirektoren mit dem Bericht Basisstufe und verschiedenen Modellvorhaben, die in den Kantonen laufen, in diese Richtung arbeiten wollen. Es freut mich, dass auch die Bildungspolitiker zuhören, aber es geht mir noch immer zu wenig schnell.

Ich bin aber einverstanden, und damit komme ich zu den Schlussfolgerungen, die Motion in ein Postulat umzuwandeln unter dem klaren Verständnis, dass wir hier weiter wachsam bleiben werden. In der Antwort des Bundesrates wird klar gesagt, die Kantone wollten vorwärts machen. Es käme allenfalls sogar der neue Bildungsartikel von Kollege Zbinden in Frage, um diese Probleme zu lösen. Ich bin also, Frau Präsidentin, mit einer Umwandlung in ein Postulat einverstanden. Ich werde mir aber vorbehalten – wenn es weiterhin zu lange gehen sollte –, in diesem Saal mit diesem Anliegen wieder zu kommen, auch wenn es nicht primär in die Zuständigkeit dieses Hauses gehört. Denn das Thema ist für die längerfristige Positionierung der Qualität unseres Bildungsplatzes, unserer Wissensgesellschaft zu wichtig, als dass wir hier eine zu langsame Arbeit und Vorgehensweise der Kantone akzeptieren könnten.

**Fässler** Hildegard (S, SG): Mir ist wieder nicht klar, warum der Bundesrat beantragt, diese Motion in ein Postulat umzuwandeln. Die Stellungnahme des Bundesrates zeigt klar drei Dinge:

1. Die EDK ist bereits im Sinne des Motionärs tätig und legt nächsten eine Vorlage für die Kantone vor.
2. Die Frage liegt nicht in der Kompetenz des Bundes.
3. Auch die WBK ist in dieser Frage tätig.

Ich habe aus folgendem Grund etwas Mühe mit der Motion – auch in Form des Postulates: Wieso ist es ein Problem, dass unsere jungen Leute international gesehen relativ spät zu Studienabschlüssen kommen? Kann es ein Lebensziel sein, möglichst früh in den Arbeitsprozess eingebunden zu werden? Ist es ein Lebensziel, Herr Gutzwiller, möglichst viele Jahre bis zur Pensionierung einer Erwerbsarbeit nachzugehen? Individuell gesehen, Herr Präventivmediziner, doch sicher nicht! Eine möglichst lange leistungsfreie Kindheit erscheint mir wichtiger als zwei, drei Berufsjahre mehr «auf dem Buckel», wenn ich dann mal AHV-Rentnerin bin.

Für die Gesellschaft – inklusive Wirtschaftswelt: Sind denn blutjunge Studienabgänger mit wenig Lebenserfahrung bzw. weniger lang entwickelter Persönlichkeit wirklich das, was unsere Wirtschaft und unsere Gesellschaft brauchen? Sind denn 26-Jährige in der Lernfähigkeit gegenüber 23-Jährigen schon eingeschränkt? Ist Sachkompetenz wichtiger als Selbst- und Sozialkompetenz? Ja, ich kenne das Beispiel der 22-jährigen Ingenieure aus Schweden bei der ABB. Aber was haben sie 25-jährigen ETH-Absolventinnen tatsächlich voraus, ausser vielleicht tieferen Lohnvorstellungen? Im Bereich der Berufslehraabsolventen brauchen wir den Vergleich

## Impressum

112. Jahrgang des Amtlichen Bulletins

*Chefredaktor:* Dr. phil. François Comment

*Herausgeber, Vertrieb und Abonnemente:*  
Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung  
Parlamentdienste  
3003 Bern  
Tel. 031/322 99 82  
Fax 031/322 99 33  
E-Mail Bulletin@pd.admin.ch

*Online-Fassung:* [www.parlament.ch](http://www.parlament.ch)

|                                                           |               |
|-----------------------------------------------------------|---------------|
| <i>DVD-ROM-Fassung:</i>                                   | (inkl. Porto) |
| Jahresabonnement Schweiz                                  | Fr. 80.–      |
| Jahresabonnement Ausland                                  | Fr. 87.–      |
| (eine aufdatierte Ausgabe pro Session,<br>ab Winter 1999) |               |
| Einzel-DVD-ROM                                            | Fr. 25.–      |
| (Nationalrat und Ständerat)                               |               |
| Archiv-CD-ROM (Winter 1995 – Herbst 1999)                 | Fr. 25.–      |

|                                      |           |
|--------------------------------------|-----------|
| <i>Gedruckte Fassung:</i>            |           |
| Jahresabonnement Schweiz             | Fr. 95.–  |
| Jahresabonnement Ausland             | Fr. 103.– |
| (zwei Bände pro Rat und pro Session) |           |
| Einzelnummer Nationalrat             | Fr. 24.–  |
| Einzelnummer Ständerat               | Fr. 12.–  |

*Druck:* Vogt-Schild/Habegger Medien AG, 4501 Solothurn

ISSN 1421-3974

## Impressum

112<sup>e</sup> année du Bulletin officiel

*Rédacteur en chef:* François Comment, d'ès lettres

*Editeur, distribution et abonnements:*  
Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale  
Services du Parlement  
3003 Berne  
Tél. 031/322 99 82  
Fax 031/322 99 33  
E-mail Bulletin@pd.admin.ch

*Version en ligne:* [www.parlement.ch](http://www.parlement.ch)

|                                                                 |              |
|-----------------------------------------------------------------|--------------|
| <i>Version DVD-ROM:</i>                                         | (port incl.) |
| Abonnement annuel pour la Suisse                                | fr. 80.–     |
| Abonnement annuel pour l'étranger                               | fr. 87.–     |
| (une édition mise à jour par session,<br>à partir d'hiver 1999) |              |
| DVD-ROM isolé                                                   | fr. 25.–     |
| (Conseil national et Conseil des Etats)                         |              |
| CD-ROM Archives (hiver 1995 – automne 1999)                     | fr. 25.–     |

|                                           |           |
|-------------------------------------------|-----------|
| <i>Version imprimée:</i>                  |           |
| Abonnement annuel pour la Suisse          | fr. 95.–  |
| Abonnement annuel pour l'étranger         | fr. 103.– |
| (deux volumes par session et par Conseil) |           |
| Numéro isolé Conseil national             | fr. 24.–  |
| Numéro isolé Conseil des Etats            | fr. 12.–  |

*Impression:* Vogt-Schild/Habegger Media SA, 4501 Soleure

ISSN 1421-3974